

COLLOQUE INTERNATIONAL DU 9-10 MAI 2016, MONTREAL



La démocratie participative absorbée par le modèle de développement municipal

DR. KOUADIO ADOU FRANÇOIS

UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT BOIGNY, ABIDJAN

DR. KRA KOUADIO JOSEPH

UNIVERSITÉ PELEFORO GON COULIBALY, KORHOGO

DR TRAORE IDRIS PORN

UNIVERSITÉ FELIX HOUPHOUËT BOIGNY, ABIDJAN



PLAN DE PRÉSENTATION

- Contexte, problématique et objectif de l'étude,
- Comment avons-nous procédé?
- Qu'avons-nous appris?



Contexte et problématique de l'étude

- Un modèle d'aménagement du territoire centralisé calqué sur l'héritage colonial (10 mars 1893-7 août 1960)
- Les autorités de la Côte d'Ivoire indépendante ont marqué un intérêt pour l'aménagement du territoire: les plans quinquennaux de (1971-1975, 1976-1980 et 1981-1985)
- Politique d'aménagement du territoire volontariste et les actions d'aménagement ont relevé des seules initiatives du pouvoir central
- Mais à partir des années 1980, avec la crise économique et sous la pression des bailleurs de fonds, le pays est contraint de changer de politique d'aménagement du territoire
- Ces acteurs exogènes ont survalorisé les indicateurs macroéconomiques et financiers et à considérer l'aménagement du territoire comme de simples variables secondaires d'ajustement



Contexte et problématique de l'étude

- Le discours dominant était alors celui de la décentralisation, devenue garante du développement et de la démocratie.
- L'objectif d'une telle politique visait la participation pleine et entière des populations aux actions de développement qui les concernent au premier chef
- Cependant, sur le terrain communal, la participation des populations reste passive et contrariée par plusieurs facteurs qu'il conviendra d'élucider
- **Les déterminants de la faible participation des citoyens aux projets d'aménagement municipal constitue l'objectif de l'étude.**



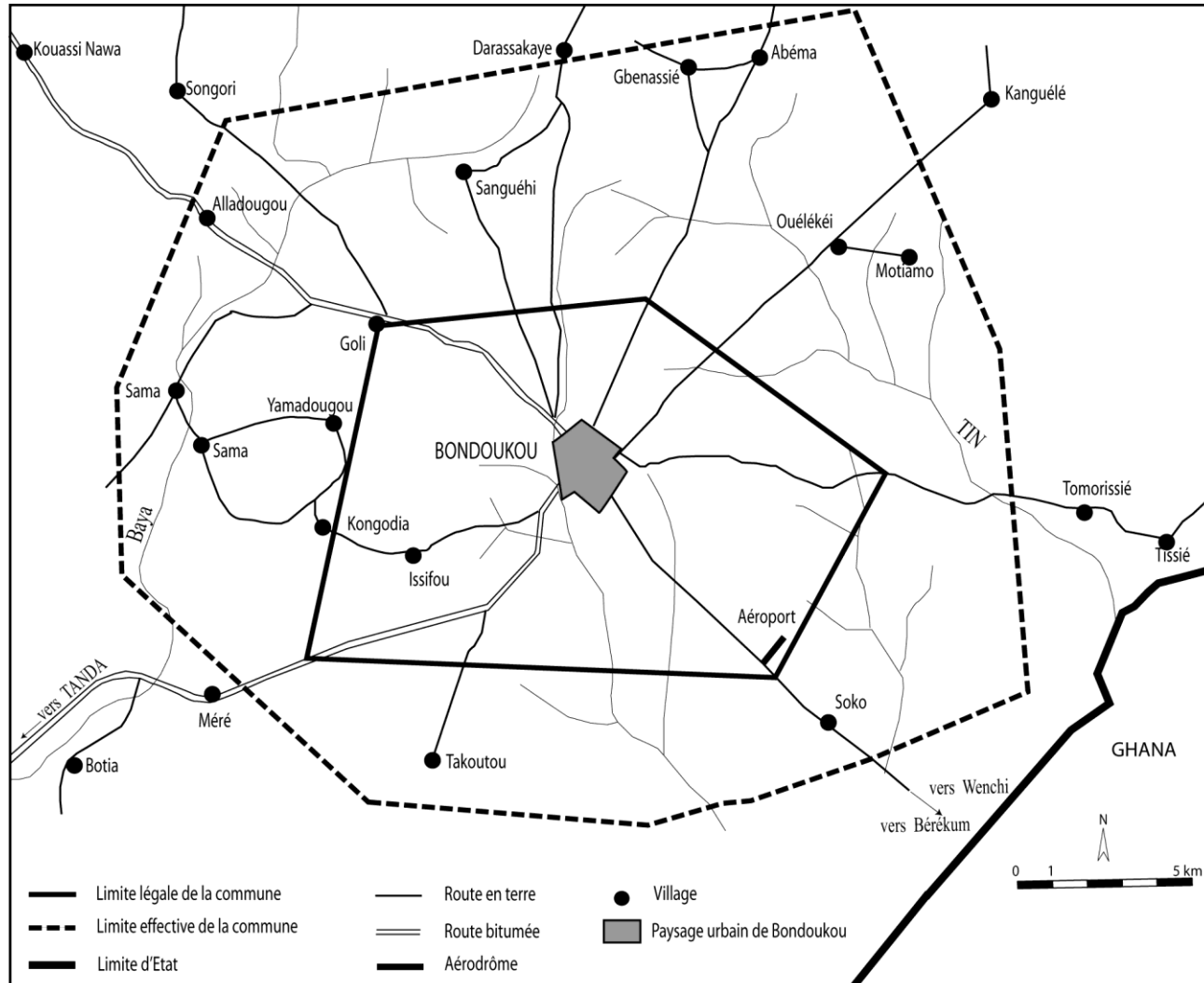
Contexte et problématique de l'étude

- Comment le choix des élus municipaux constitue-t-il un obstacle à la forte participation des populations à l'aménagement municipal?
- Comment la non prise en compte des légitimités non électorales influence-t-elle la démocratie participative?
- Quels sont les effets produits sur l'aménagement de l'espace municipal?



Méthodologie

CADRE D'ÉTUDE : LA COMMUNE DE BONDOUKOU



Méthodologie

- Recherche documentaire sur la question (lois et décrets sur la décentralisation, documents relatifs à la CEI, plan d'urbanisme directeur de la ville, organisation socio-culturelle de la région)
- Des interviews auprès de certaines auprès des autorités municipales et préfectorales, des chefs traditionnels et des leaders d'opinions (responsables d'associations de jeunes et de femmes)



Méthodologie

- Le choix des « habitants » obéit à la méthode de choix raisonné, qui repose sur divers critères : la répartition géographique, la profession, l'âge, le sexe, le niveau d'instruction, l'ethnie, la résidence.
- Le choix du quartier ou village: localisation, taille,
- Objectifs : mesurer le niveau de participation des populations, cerner la compréhension qu'elles ont de l'institution communale.
- les enquêtés: 3 représentants de l'Etat, 1 maire-adjoint et 2 conseillers, 3 chefs coutumiers, 3 commerçants, 7 associations de jeunes, de femme et de village, 3 religieux, 30 habitants. 10 conseillers interrogés au hasard



L'autorité publique sur le territoire communal est mise à l'épreuve

- Scrutin du 21 avril 2013, une légitimité électorale déficitaire: boycott du principal parti d'opposition FPI
- Un taux d'abstention élevé, 60%
- Une majorité relative du gagnant: 32,20 % contre 67,80 % pour les perdants (RDR 24,01 %, indépendant 22,48 % et PDCI 21,30 %)
- Un conseil municipal en exercice de 31 conseillers déséquilibré: seulement 7 femmes, le plus jeune 38 ans, moyenne d'âge 49 ans



Des acteurs de la démocratie participative sont mal préparés à l'appropriation des projets d'aménagement ou d'urbanisme

○ Faible capacité des élus municipaux

Indicateurs	Rubriques	%
Niveau d'instruction	Alphabétisé en Français	74
	Non alphabétisé	26
Nombre d'habitants, superficie de la commune	Réponse exacte	48
	Réponse fausse	32
	Ne sait pas	30
Dotation de fonds d'investissement de la commune	Réponse exacte	46
	Réponse fausse	25
	Ne sait pas	29
Domaines de compétence	Tous les domaines	17
	Moins de 7 domaines	50
	Plus de 7 domaines	33
Les textes de communalisation	Plus de 3 lois ou décrets	41
	Moins de 3 lois ou décrets	59



% des personnes enquêtées	Quartier Lycée-Route d'Abidjan	Centre-ville	Quartier Zanzan	villages	Commune Bondoukou
Qui disent avoir participé à des réunions de conseil municipal	26	29	22	20	24
Qui disent que leur conseiller organise des réunions avec les électeurs	22	15	10	17	16
Qui ont contacté un conseiller municipal	29	32	27	34	30
Qui disent qu'ils ont participé à des réunions en dehors d'un conseiller élu	41	52	48	87	57
Qui ne peuvent pas donner le budget de la commune	65	76	78	87	76,5
Qui ne peuvent pas donner le budget d'investissement communal	71	80	83	89	80,5
Qui peuvent citer au moins trois projets d'aménagement réalisés	76	73	69	52	67,5

Source : KOUADIO A.F., KRA K.J., TRAORE P.I., enquête de terrain, 2015-2016



La faible implication des légitimités non électorales

:

- Au plan quantitatif, une variété des acteurs
- L'absence de modalités d'insertion des forces traditionnelles locales dans les prises de décisions (chefs de village et de quartiers, chefs religieux, leaders d'association...)
- Et pourtant, ces légitimités non électorales sont écoutées par les populations. Cas du grand iman de la ville
- Les mutuelles villageoises qui devaient être des partenaires de la municipalité cessent de participer financièrement au développement local depuis que l'Etat accorde des subventions à la commune



d'achoppement de la commune

- Assez de compétences transférées mais peu de ressources financières: maigres ressources financières consacrées au fonctionnement
- Une faible culture de l'impôt, un incivisme fiscal encouragé par les opposants à la municipalité
- L'approbation du budget de l'année en cours est en décalage avec les projets de la municipalité
- Unicité de caisse qui fait une part belle à l'Etat: les ressources financières sont une écriture, ne sont pas toujours à la disposition des élus
- La municipalité n'a pas de stratégie pour créer des richesses pour s'assurer d'une autonomie



Conclusion

- Ainsi l'aménagement communal est au centre de plusieurs problèmes: l'insalubrité, la dégradation de la voirie communale et le non-respect des normes de l'urbanisme
- Quelque soit le budget de la commune, seule la mobilisation populaire peut changer leur cadre de vie
- La commune gère des urgences et fait du pilotage à vue en raison de sa faible planification
- Des circuits traditionnels/politique circulaire pour appuyer les projets d'aménagement et d'urbanisme? Pour un management de l'espace
- La géographie de la communication? L'art de communiquer pour mettre ensemble les cultures divergentes pour faciliter une démocratie de consensus



Merci de votre attention soutenue!

